



Elections Législatives de 1958

Première Circonscription :

Cantons de CAEN, DOUVRES et BOURGUÉBUS

Union pour la Nouvelle République

Électrice, Electeur qui avez dit " OUI ",

Le 28 Septembre vous avez manifesté avec éclat votre **volonté de changement**.

Vous avez voté contre **l'humiliation de la France**, contre l'impuissance gouvernementale, contre l'instabilité et l'incohérence.

Il vous appartient **d'achever** l'œuvre que vous avez commencée.

Seuls des **hommes nouveaux**, décidés à rompre avec ce que vous avez condamné, seront au Parlement les interprètes fidèles de votre volonté de **redressement National**.

Pour ma part, **je n'ai pas attendu** l'effondrement de la 4^{me} République pour soutenir l'action du Général DE GAULLE auquel je suis **toujours** demeuré fidèle à travers toutes les vicissitudes.

Je n'aurai donc aucune peine à **poursuivre dans cette voie**, sans avoir à opérer, comme tant d'autres, d'étonnantes volte-faces ou de savants rétablissements.

Le pays s'est donné une **Constitution**. Il attend qu'elle fonctionne avec efficacité, sans que les hommes de l'ancien régime puissent la déformer ou la paralyser.

La **5^{me} République** exige d'être servie avec loyauté et courage par celui que vous élirez.

Pour moi, je suis décidé à soutenir fermement l'action **d'un gouvernement qui gouverne**.

Seule une autorité incontestée, appuyée par la nation, pourra, **et tout le reste en dépend**,

METTRE FIN DANS L'UNITÉ RETROUVÉE AU DRAME ALGÉRIEN.

Je pense avec vous qu'il faut, dans tous les domaines, **remettre de l'ordre dans la maison**.

C'est là d'abord qu'est la sauvegarde la plus certaine de **toutes nos libertés** : libertés publiques, libertés professionnelles, libertés syndicales, libertés communales, liberté de l'enseignement.

C'est aussi le meilleur moyen d'assurer le **progrès social** et l'amélioration des conditions d'existence.

Quand la France est perdante, tous les intérêts sont perdants. Mais **que la France soit forte et prospère, et du coup les intérêts de chacun sont assurés**. Pour moi j'en ai la certitude : **CAEN et sa région** doivent être directement bénéficiaires d'une politique d'équilibre financier et d'expansion économique.

L'intérêt des uns et des autres exige donc :

- La chasse aux abus et au gaspillage.
- La réduction du train de vie de l'Etat.
- Le contrôle par le Parlement de toutes les dépenses publiques et semi-publiques.
- Un équilibre réel des recettes et des charges de l'Etat, qui mette un terme aux déficits chroniques du budget.

- Par voie de conséquence, l'allégement et la réforme d'une fiscalité paralysante, compliquée (le Code Fiscal pèse plusieurs kilogs !) et tracassière.

Une telle rigueur financière, en jugulant l'inflation doit permettre :

- D'avoir une monnaie **STABLE**.
- De mettre en œuvre une politique délibérée d'expansion continue.
- De répondre à la fois au progrès technique et au redressement démographique de la Nation.
- De revaloriser équitablement la fonction publique.
- De faire droit aux légitimes réclamations des sinistrés.
- De pratiquer une politique d'investissements productifs et de crédit pour favoriser **l'équipement et la modernisation des exploitations** commerciales, industrielles, agricoles et touristiques.

Du même coup sera efficacement combattue l'asphyxie qui menace le **petit commerce** et **l'artisanat** ; écrasés jusqu'ici sous des charges abusives, ils doivent recevoir les moyens de s'organiser de manière compétitive.

La modernisation de **l'agriculture** doit s'accompagner de la garantie du revenu agricole et permettre l'ouverture de nouveaux marchés. Pour conserver à la terre tous ses fils, il faut favoriser l'installation et les initiatives des jeunes ruraux.

D'une façon générale les efforts en faveur de la **jeunesse** doivent être poursuivis, surtout pour l'équipement scolaire, culturel et sportif. A l'opposé, il est attristant de voir le dénuement de trop de nos **vieux**, premières victimes de la détérioration du pouvoir d'achat. Il est de stricte justice de leur apporter un soutien efficace lié à l'essor de la production.

Pour toutes les catégories de travailleurs, l'indispensable **sécurité de l'emploi** doit s'accompagner d'une élévation progressive des **salaires** en rapport direct avec l'expansion économique. Ainsi sera assuré au travail une **juste** part dans l'accroissement du revenu national.

Parallèlement, la gestion stricte des deniers confiés par les cotisants à la **Sécurité Sociale** doit faire disparaître le déficit et par là même faciliter le relèvement des **Allocations Familiales**.

Mais le besoin social primordial reste le **logement**. Je suis de ceux qui pensent que si l'on pouvait donner à chaque famille française le logis sain, clair et gai qui est la première condition du bonheur, le climat dans lequel se présentent bien des problèmes qui nous préoccupent se trouverait profondément modifié. Pour ma part, je suis résolu sur ce point à poursuivre mon effort.

* * *

A mes yeux comme aux vôtres, cette **remise en ordre**, dans le domaine économique, financier et social, est le premier et le plus sûr moyen pour notre pays d'affronter sereinement les **grands problèmes** qui se posent à lui : en Europe - à la veille du Marché Commun -, en Afrique, dans le Monde.

Une République juste, un Gouvernement efficace, une Nation rassemblée, voilà ce qui permettra à la France, fidèle à sa mission, d'apporter une contribution essentielle à la Paix entre les peuples.

Vous connaissez maintenant mes convictions. Je suis persuadé qu'elles rejoignent les vôtres et je m'engage à les défendre avec ardeur et conscience. Je m'en remets donc à votre suffrage. Je le fais avec confiance, animé d'un sentiment qui nous est, j'en suis sûr, commun : l'amour de notre Pays et la volonté de le bien servir.

Avec DE GAULLE, vive la V^e République, vive la FRANCE.

D^r Henri-François BUOT

Chevalier de la Légion d'Honneur

Croix de Guerre 39-45

Ancien Déporté

Maire-Adjoint de la Ville de Caen

Remplaçant éventuel :

Marcel DUDET

Agrégé de l'Université

Professeur de Lettres Supérieures